



**FONDS POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX (PBF)
RAPPORT NARRATIF FINAL SUR LE PROGRAMME¹**

PERIODE COUVERTE PAR LE RAPPORT: DU 13 DECEMBRE 2011 AU 30 MAI 2013

Intitulé du programme & numéro du projet	Pays, localité(s), domaine(s) prioritaire(s) / résultats stratégiques²
<ul style="list-style-type: none">Intitulé du programme: Project ID 00080580 ; <i>Projet conjoint d'appui aux victimes de tortures et de violences basées sur le genre</i>Numéro du programme (<i>le cas échéant</i>):Numéro de référence du projet au MPTF (Bureau des Fonds d'affectation spéciale pluripartenaire):³ PBF/GIN/B-6 Project ID 00080580	<p>(<i>le cas échéant</i>) <i>Pays/Région Conakry, République de Guinée</i></p>
Organisation(s) participante(s)	<p><i>Domaine prioritaire/ résultats stratégiques</i> <i>La réconciliation nationale (à travers une prise en charge d'urgence des victimes de torture et de VBG)</i></p>
<ul style="list-style-type: none">Organisations ayant perçu directement des fonds de la part du Bureau du MPTF, pour la mise en œuvre du présent Programme<ul style="list-style-type: none"><i>Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme en Guinée (HCDH) ;</i><i>Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA)</i>	Partenaires d'exécution <ul style="list-style-type: none">Interlocuteurs nationaux (gouvernement, secteur privé, ONG, & autres) et autres organisations internationales<i>Projet exécuté conjointement par le HCDH et l'UNFPA en partenariat avec le Ministère des Affaires Sociales, de la Promotion Féminine et de l'Enfance, les ONGs AVIPA, Centre Mère et Enfants, et AGUIAS)</i>
Coût du Programme/du Projet (en dollars)	Durée du Programme
Budget total approuvé, par projet: Contribution MPTF/JP (JP= Programme conjoint) ⁴ : 249.140 USD US\$ <ul style="list-style-type: none"><i>par institution (le cas échéant)</i> Contribution de l'institution concernée <ul style="list-style-type: none">Le montant mis à la	Durée totale (<i>en mois</i>) <i>septembre 2012</i> Date de démarrage ⁵ (<i>jour/mois/année</i>) <i>Novembre 2011</i> Date de fin prévue <i>Mai 2013</i> l'origine ⁶ (<i>jour/mois/année</i>)

¹ Le mot « programme » représente globalement l'ensemble des programmes, des programmes conjoints et des projets.

² Les « résultats stratégiques », tels qu'ils sont définis dans le Plan directeur du PBF, le Plan des priorités ou le Descriptif de projet.

³ Le numéro de référence du projet inscrit au Bureau du MPTF est le même que celui figurant dans le Message de notification. Sur le site [MPTF Office GATEWAY](#), l'expression « Project ID3 » (Identité du Projet) est également utilisée.

⁴ La contribution du MPTF et du Programme conjoint est la somme versée aux Organisations participantes – voir le site [MPT Office GATEWAY](#).

⁵ La date de démarrage est celle à laquelle a lieu le premier versement de fonds de la part du Bureau du MPTF, qui fait office d'Agent administratif. La date du versement figure sur le site [MPTF Office GATEWAY](#).

⁶ Lors de l'approbation du Descriptif de projet original par l'Instance décisionnaire concernée/le Comité directeur.

disposition du HCDH s'élève à :100.040 US\$	Date de fin réelle ⁷ (jour/mois/année)
Contribution du gouvernement (le cas échéant)	Dans le cadre de son (ou de leur) système(s), les institutions d'exécution ont-elles procédé à la clôture opérationnelle du programme? Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
Autres contributions (donateurs) (le cas échéant)	
TOTAL:	Date de clôture financière prévue ⁸ : septembre 2012

Évaluation du programme /examen/évaluation à mi-parcours
Évaluation achevée <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Date: jour/mois/année
Rapport d'évaluation - joint <input type="checkbox"/> xOui <input type="checkbox"/> Non Date: jour/mois/année

Rapport soumis par
<ul style="list-style-type: none"> ○ Nom: Louis-Marie BOUAKA ○ Titre: Représentant du HCDH en Guinée ○ Organisation participante : HCDH et UNFPA ○ Adresse e-mail: lbouaka@ohchr.org

FORMAT DU RAPPORT FINAL SUR LE PROGRAMME

RESUME ANALYTIQUE

Le «*Projet conjoint de soutien aux victimes de tortures et de violences basées sur le genre*» a pour objectif général le renforcement de la protection des victimes de torture et de violences basées sur le genre à Conakry et dans les zones à risque, par l'assistance sociale, médicale et psychosociale. Il a été mis en œuvre conjointement par le HCDH et l'UNFPA entre le 13 décembre 2011 et le 30 mai 2013 dans le cadre de l'axe II relatif à la «*Promotion de la réconciliation nationale*», de la phase II du Programme PBF en Guinée. Il s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la Lettre d'engagements mutuels signée en septembre 2011 entre le Gouvernement guinéen et le Fonds de Consolidation de la Paix des Nations Unies (PBF), document de base de la phase actuelle du Programme PBF en Guinée.

La composante de l'UNFPA a porté sur la prise en charge médicale des cibles du projet à travers les ateliers régionaux de formation et la mise à disposition aux structures de santé des médicaments des équipements et matériels hygiéniques.

Les actions du HCDH ont été essentiellement centrées sur l'assistance aux victimes de torture et de VBG et sur la conception et la mise en place d'une Base de données pour la gestion des cas de victimes pris en charge par le projet. Il a collaboré avec l'ensemble des acteurs concernés par la question, à savoir : le Ministère des Affaires Sociales, de la Promotion Féminine et de l'Enfance, les ONG AVIPA, AGUIAS et Centre Mere et Enfants-ASPEG toutes intervenant à Conakry.

⁷ S'il y a eu prolongation du projet, la date de fin révisée et approuvée devrait figurer à cet endroit. A défaut d'approbation d'une quelconque extension du projet, la date de fin réelle est la même que celle prévue à l'origine. La date de fin équivaut à la date de clôture opérationnelle – c'est-à-dire la date d'achèvement de l'ensemble des activités dont est chargée toute Organisation participante dans le cadre du Plan MPTF ou du Programme conjoint approuvés. Concernant le Mémoire d'accord, les organisations participantes doivent signaler au Bureau du MPTF que tel ou tel programme arrive au terme de ses activités opérationnelles. Voir le site [MPTF Office Closure Guidelines](#).

⁸ Lors de la «*clôture financière*», il est obligatoire de rembourser le solde non utilisé et de soumettre le Certified Final Financial Statement and Report (l'État financier et le Rapport finaux certifiés).

Les résultats les plus importants obtenus de l'ensemble des activités réalisées au cours de cette période ont permis à 50 victimes de torture et de VBG de bénéficier d'une prise en charge alimentaire, sanitaire, psychosociale et d'une réinsertion socioprofessionnelle adéquate. Ces résultats contribuent à coup sûr à la promotion de la réconciliation nationale, à travers une réponse efficace aux VBG et à la torture, dans la perspective des prochaines élections législatives en Guinée.

I. But (Introduction au programme/au projet)

Le «*Projet conjoint de soutien aux victimes de tortures et de violences basées sur le genre*» vise principalement à prévenir et à répondre à tous les types de violences sexuelles et les violences physiques commises le 28 septembre 2009 et pendant les événements de 2010 à Conakry et à l'intérieur du pays pendant les élections présidentielles. Il entre en droite ligne de l'un des 3 domaines prioritaires du Fonds de consolidation de la Paix des Nations Unies : à savoir la réconciliation qui passe par la réparation des victimes des violences physiques et sexuelles.

La mise en œuvre de ce projet a permis d'obtenir des résultats de trois ordres :

- a) Le renforcement des capacités institutionnelles des 3 ONG nationales partenaires de mise en œuvre du projet ***Projet conjoint d'appui aux victimes de tortures et de violences basées sur le genre*** ;
- b) L'assistance médicale, alimentaire et psychosociale directe aux victimes de torture et de VBG, principaux bénéficiaires du projet ***Projet conjoint d'appui aux victimes de tortures et de violences basées sur le genre***;
- c) La conception et la mise en place d'une Base de données informatisée pour la gestion des cas de torture et de VBG identifiés et suivis dans le cadre du présent projet.

• Principaux objectifs du Programme et les résultats attendus

L'objectif général de ce projet est de contribuer à la protection des personnes victimes de violences sexuelles et de torture en Guinée.

Le principal résultat planifié en est le suivant : «*50 victimes bénéficient d'un appui psychosocial et d'une prise en charge médicale appropriée ainsi que de suivi immédiat et sécurisé, les capacités de 100 prestataires sont renforcées dans les villes à risque d'instabilité.*»

Les actions du HCDH et de l'UNFPA ont permis l'atteinte des résultats suivants en faveur du principal résultat planifié

- 100 prestataires sont formés et fournissent des soins médicaux et psychosociaux de qualité aux victimes de violences sexuelles ;
- Huit (8) centres de soins médicaux sont dotés en kits médicaux, matériels et de consommables, et 50 victimes ont accès aux soins médicaux ainsi qu'à une assistance psychosociale.
- 100 acteurs communautaires sont formés en technique prise en charge psychosociale des victimes de torture et de VBG à Conakry et dans les zones à risque. Cette activité connu une réorientation ont été réalloués en faveur de la réinsertion socioéconomique des femmes et filles bénéficiaires du projet.
- Quatre ONGs nationales assurent la prise en charge psychosociale des victimes de VBG
- Une base de données et un système de collecte de l'information sont développés et fonctionnels ;
- Un dispositif de référencement des victimes et de diffusion de procédures existe et est opérationnel

II. Évaluation des résultats du programme

Les principaux résultats du projet sont essentiellement centrés sur les activités réalisées conjointement par le HCDH et l'UNFPA. Ils ont contribué au renforcement de la protection des victimes de torture et

de violences basées sur le genre à Conakry par l'assistance médicale, sociale et psychosociale. En particulier ils ont favorisé les différents changements suivants :

- La prise en charge médicale et psychosociale est assurée à plusieurs niveaux : par des ONGs, les centres de santé et prestataires ainsi qu'au niveau communautaire
- Les 50 victimes ciblées par le projet ont considérablement amélioré leurs conditions de vie, à travers un appui psychosocial, médical et une réinsertion socioprofessionnelle ;
- Un système de collecte de données a été mis en place et permet aujourd'hui une identification et une meilleure gestion de l'information et prise en charge des cas de torture et de VBG.

Ces résultats ont été obtenus grâce à la synergie d'actions entre le HCDH, l'UNFPA et 3 ONG nationales partenaires de mise en œuvre directe des activités (AVIPA, AGUIAS, Centre Mère et Enfants-ASPEG).

Le principal enseignement tiré des activités réalisées dans le cadre du présent projet est que la réconciliation nationale ne peut être bâtie sans la prise en compte effective des droits des victimes.

- ***Rapport narratif sur les résultats :***

Conformément au plan d'action opérationnel détaillé, les activités réalisées par les Agences (UNFPA &HCDH) et partenaires d'exécution ont produit les résultats suivants :

a) Le renforcement des capacités des structures et des prestataires de santé

- La formation de 200 prestataires de Conakry et préfectures à risque qui assurent les soins médicaux et psychosociaux de qualité au moins à 400 victimes de violences sexuelles à Conakry et les préfectures à risque de conflit. Ces données concernent tous les cas de VBG enregistrés par les hôpitaux et les centre VBG couverts par cette activité de formation.
- L'équipement en kit médicaux, non médicaux et autre matériel hygiénique des structures de santé des zones couvertes par le projet.

b) Le renforcement des capacités institutionnelles des 3 ONG nationales partenaires de mise en œuvre du projet. Dans ce cadre, les résultats obtenus sont les suivants :

- Appui institutionnel : les 3 ONG (AVIPA, AGUIAS, Centre Mère et enfants) ont été dotées de fournitures et d'équipements de bureau (ordinateurs et accessoires, bureaux, connexion Internet, vidéoprojecteur, chaises, des téléphones portables). Cet appui a permis d'améliorer les conditions de travail des équipes de ces ONG et la connexion Internet facilitera les travaux de gestion de la Base de données ;
- L'organisation d'une formation de formateurs en prise en charge psychosociale des victimes de torture et de VBG. Cette activité a été réalisée à Conakry par l'ONG AGUIAS du 4 au 8 février 2013, à l'intention de 20 cadres et assistants sociaux des 3 ONG partenaires. Les thèmes abordés sont le concept psychosocial, la notion de VBG, les techniques de prise en charge psychosociale des victimes de VBG et de torture (*l'écoute, l'entretien d'aide ou le counseling, l'insertion socioprofessionnelle des victimes, l'orientation et le référencement des victimes*). Une telle activité a favorisé chez les ONG une prise en charge efficace des victimes identifiées dans le cadre du projet.

c) L'assistance directe aux victimes de torture et de VBG, principales bénéficiaires du projet :

Les activités réalisées par les 3 ONG a permis une prise en charge holistique, à travers l'atteinte des résultats suivants:

- **L'ONG AVIPA** a procédé à l'identification et à l'écoute de 25 femmes, dont l'âge varie de 20 à 62 ans, toutes victimes de différentes formes de violences (viol, blessures par balle, coups de crosse, bastonnades, humiliation, etc.) le 28 septembre 2009 au stade du même nom à Conakry.

Ces victimes sont de 3 catégories : les victimes sans aucune ressource pour un minimum de subsistance et qui vivent en saprophyte dans diverses familles ; les victimes répudiées et ayant dans leurs bras de nombreux enfants et adolescents ; et les victimes traumatisées suites aux violences subies dont certaines gardent encore des éclats de fer dans leur corps, et d'autres ont certains membres amputés.

L'équipe des assistants sociaux de l'ONG a réalisé, auprès de ces femmes, des visites domiciliaires et des séances d'écoute et de counseling. Elles ont également été référées au Centre Mère et Enfants en vue de bénéficier d'un appui en nourriture. Certaines parmi elles ont bénéficié d'un appui médico-psychologique de la part du Centre Mère et Enfants.

- **L'ONG AGUIAS** a, depuis quelques années, utilisé une stratégie d'identification de victimes ou témoins d'actes de violences, qui passe par l'utilisation d'un numéro vert. Ainsi au cours de la mise en œuvre du présent projet, les résultats suivants ont été obtenus : 76 appels pour différents types de violences (28 cas d'agressions physiques pendant l'évènement du 28 septembre 2009, 7 cas de torture, 18 cas de viol, 15 cas de violences psychologiques, 6 cas d'exploitation sexuelle et 2 cas de grossesses non désirées). Parmi ces cas, 58 ont été référées au Centre Mère et Enfants et 42 ont bénéficié d'une visite domiciliaire et de counseling. Cette dernière activité a facilité la réconciliation/réintégration familiale des victimes et l'amélioration du climat familial, à travers des causeries et sensibilisation.
- A la date du 31 mars, l'équipe du **Centre Mère et Enfants** a procédé à la prise en charge médico-psychologique de 53 femmes et filles victimes du 28 septembre, victimes des violences près et post-électorales 2010 et victimes de la marche pacifique de l'opposition du 27 février 2013. Certaines de ces victimes ont été référées au Centre par les ONG AVIPA et AGUIAS. La plupart de ces femmes et filles sont porteuses d'un syndrome de stress post traumatique et ont développé des pathologies chroniques comme des maladies cardiovasculaires, des épilepsies. Ces pathologies nécessitent une prise en charge de longue durée. Parmi ces victimes, 3 ont été dépistées séropositives au VIH suite au viol dont elles ont été victimes au stade du 28 septembre en 2009. Celles-ci ont besoin d'une prise en charge à vie.

Le Centre Mère et enfants, dans le but de faciliter leur déplacement vers le Centre, a également apporté des frais de transport et un appui nutritionnel (riz, sucre et lait) à l'ensemble de ces 53 femmes et filles bénéficiaires du projet. Toutes les victimes hospitalisées ont bénéficiés de 3 repas par jour sur la durée de leur séjour au Centre.

d) La conception et la mise en place de la Base de données informatisée pour la gestion des cas de torture et de VBG identifiés dans le cadre du projet :

Cette activité a été réalisée par le HCDH à travers un Cabinet guinéen de consultation en informatique «Global ITEC». Plusieurs séances de travail impliquant l'ensemble des acteurs concernés (HCDH, UNFPA, AVIPA, AGUIAS, CME) ont abouti à la conception d'une Base de données, accessible par Internet, conforme aux critères définis par le HCDH et aux besoins de gestion des cas de torture et de VBG identifiés et pris en charge par les 3 ONG nationales partenaires. Le 23 mai 2013, Global ITEC a livré le produit au HCDH. Une période de 2 semaines sera consacrée à l'essai de la Base de données avant sa livraison définitive. L'objectif est de

permettre au HCDH et aux autres utilisateurs de vérifier sa fonctionnalité et de détecter toute erreur de conception en vue de perfectionner l'outil.

- **Résultats : Les «outcomes» ou les changements stratégiques de haut niveau**

Les activités réalisées au cours de la période ont produit un impact important sur le processus de consolidation de la paix en Guinée. En effet, un réseau d'organisations a été renforcé et a apporté une protection adéquate aux victimes de violences sexuelles basées sur le genre et de torture en Guinée. Ce projet a permis à 50 victimes de torture et de VBG d'améliorer considérablement leurs conditions de vie et dans certains cas une réinsertion, et ce conformément aux objectifs d'apaisement du climat social et de la réconciliation nationale.

- **Atteintes des objectifs finaux et explication des écarts**

Les objectifs finaux du présent projet ont été atteints. Les écarts notés sont relatifs uniquement à la stratégie de mise en œuvre des activités planifiées. Ils se résument comme suit :

- Il était prévu d'organiser des sessions de formation en appui psychosocial d'acteurs communautaires dans les 4 régions naturelles du pays. Ces relais communautaires devraient avoir pour rôle d'identifier des victimes de torture et de VBG dans leurs localités respectives et de les orienter vers les 3 ONG partenaires du projet à Conakry. Mais, dans un souci d'efficience il a été décidé de réorienter ces fonds vers la réinsertion socio-économique des bénéficiaires dont l'ensemble réside à Conakry.
- En termes d'impact, ce réaménagement a permis, en plus de l'assistance psychosociale, sanitaire et alimentaire apportée aux victimes par les assistants sociaux des 3 ONG, d'apaiser le climat social et de poser des jalons importants pour une réconciliation nationale réussie.

- **Contribution globale du programme au Plan des priorités**

Le présent «Projet conjoint de soutien aux victimes de tortures et de violences basées sur le genre» a largement contribué au processus de réconciliation nationale en cours en Guinée, à travers le renforcement de la réponse aux violences physiques et sexuelles en situation de crise et de poste crise. Il complète ainsi d'autres initiatives soutenues par l'ONG Engenderhalth, le Fonds de soutien aux victimes de torture du HCDH et l'Union Européenne, en faveur des victimes du 28 septembre 2009.

- **Les principaux bénéficiaires du programme et modification institutionnelle et/ou comportementale des bénéficiaires**

Les principaux bénéficiaires du présent projet sont de deux ordres à savoir :

- Les bénéficiaires directs : 50 victimes (femmes et filles) de torture et de VBG du 28 septembre 2009 et des événements post-électorales de 2010 en Guinée ;
- Les bénéficiaires indirects : 3 ONG nationales, partenaires de mise en œuvre du projet (AVIPA, AGUIAS et Centre Mère et Enfants-ASPEG) et les 6 centres régionaux VBG de Conakry Labé Kankan et N'Zérékoré.

Les différentes activités réalisées ont permis d'améliorer la santé mentale et physique de ces filles et femmes, et elles sont désormais orientées vers des activités génératrices de revenus.

Les 3 ONG ont renforcé leurs équipements, ainsi que les compétences de leurs personnels. Elles forment aujourd'hui un réseau déterminé davantage à lutter contre la torture et de VBG en Guinée.

- **Produits : « outputs » ou résultats les plus immédiats obtenus**

Les résultats immédiats obtenus se résument aux points suivants :

- Les 3 ONG nationales partenaires du projet ont été équipées et leurs personnels opérationnels formés sur les techniques de formation en matière de prise en charge psychosociale ;
- 50 victimes de torture et de VBG ont bénéficié d'une visite à domicile, du counseling, des soins médicaux, de la nourriture, et d'une réinsertion socioprofessionnelle ;
- Une Base de données informatisée a été conçue pour la gestion des cas de torture et de VBG identifiés et suivi dans le cadre du présent projet.

Ces résultats ont contribué considérablement à l'atteinte de l'objectif général de consolidation de la paix et de réconciliation nationale.

- ***Évaluation qualitative (évaluation qualitative du niveau de réussite du projet)***

La mise en œuvre des activités planifiées dans le cadre du présent projet-pilote est une réussite, car répond à une préoccupation de la majeure partie de la population guinéenne et des nouvelles autorités démocratiquement élues et dans le cadre de la justice transitionnelle ?

Cependant, ce processus doit se poursuivre car les besoins sont encore énormes, vue le nombre de victimes en attente d'une véritable prise en charge.

- ***Les principaux partenariats du programme***

Le présent projet a été conjointement réalisé par le HCDH et l'UNFPA. Les partenaires ayant collaboré à l'obtention des principaux résultats sont multiples, mais les principaux sont :

- Les ONG AVIPA, AGUIAS , Centre Mère et Enfants-ASPEG C et Centres VBG ;
- Le Ministère des Affaires Sociales, de la Promotion Féminine et de l'Enfance.
- Ministère de la Santé et de l'Hygiène publique

- ***Les questions transversales concernant les résultats du programme.***

Au cours des activités, les principales questions transversales traitées, en lien avec le contexte de réconciliation nationale, sont les suivantes :

- la prise en compte des droits de l'homme ;
- la problématique de la prise en charge holistique des VBG dans le Pays.

- ***Les effets catalyseurs du programme/projet***

Le dynamisme et l'approche de synergies entre les Agences HCDH/UNFPA et les acteurs nationaux est à saluer dans ce contexte particulièrement sensible en Guinée.

Les résultats obtenus à cette date, ont permis relancer la problématique de la prise en charge des nombreuses victimes des événements successifs malheureux intervenus au cours de ces dernières années en Guinée. Ils ont largement contribué à faciliter le rapprochement et la confiance entre pouvoirs publics et populations civiles.

Ce projet a suscité un engouement au sein des acteurs concernés par question, notamment les Agences des Nations Unies (ONUFEMMES/UNFPA, UNICEF, HCDH, PNUD) et le Ministère des Affaires Sociales, l'OPROGEM. Une synergie d'actions et une mise en commun de ressources se profilent, notamment autour de la mise en place et l'utilisation de la Base de données de gestion des cas de torture et de VBG.

ii) Évaluation de la performance à partir d'indicateurs:

	Objectifs <u>atteints</u> en liaison avec les indicateurs	Raisons des écarts éventuels par rapport aux objectifs fixés à l'origine	Source de vérification
Résultat 1⁹ Indicateur: Données de référence: Cibles prévues à l'origine:			
Résultat immédiat (1) <i>R (1) 50 victimes bénéficient d'un appui psycho-social et d'une prise de charge médicale appropriée ainsi que de suivi immédiat et sécurisé</i>			
Indicateur 1.1. Nombre de femmes qui ont accès aux soins médicaux Données de référence : 00 Cibles prévues à l'origine : 50	50 victimes de torture et de VBG	L'importance des besoins urgents exprimés sur le terrain au cours des activités	Registres de soins du Centre Mère et Enfants (CME) Rapport d'activités du Centre Mère et enfants
Indicateur 1. 2 Nombre de victimes qui vont aux services de protection Données de référence : 00 Cibles prévues à l'origine: 50	58 victimes ont bénéficié des prestations du projet	C'est l'engagement des associations des victimes et les ONGs qui a permis de mobiliser plus de victimes. Cependant il reste assez de victimes qui attendent un soutien économique et médical	Fiches d'écoute des ONGs
R (2) : Les capacités de 100 prestataires sontrenforcées dans les villes à risque d'instabilité			
Indicateur 2.1 Nombre de prestataires capable de répondre aux services demandés par les victimes Données de référence : 00 Cibles prévues à l'origine: 100	100 sur 100 prestataires formés		Rapports

⁹ Note: Les résultats, produits, indicateurs et objectifs indiqués ici doivent être **sur la même ligne que ceux définis dans le Descriptif de projet/le Plan des priorités ou tout Plan précis de gestion du projet**, de sorte que ce tableau indique bien **les résultats réels et globaux par rapport aux cibles prévues à l'origine**. Si nécessaire, vous pouvez ajouter de nouvelles lignes au tableau, afin d'indiquer éventuellement les Résultats 2, 3, etc.

iii) Évaluation, meilleures pratiques et enseignements tirés

Pour l'instant le projet n'a pas connu d'évaluation à cause de l'insuffisance des fonds.

Le faible engagement des acteurs à démarrer le processus de réconciliation affecte considérablement la mise en place d'une programmation de réparation des victimes de différentes violences à connue le pays. Toutes les initiatives locales restent subordonnées à l'engagement politique des autorités du Pays.

Les principaux enseignements que nous pouvons tirer est que les victimes assistées actuellement ont plus besoin d'un soutien économique pour pouvoir développer leurs activités génératrices de revenu. Les actions du futur programme doivent se focaliser considérablement sur la dimension réintégration socioéconomique des victimes VBG et de torture.

iv) Histoire d'une réussite précise

- Dans les trois encadrés ci-dessous, indiqué précisément de quelle manière le projet a réussi à accélérer le processus de consolidation de la paix. Quelles sont les transformations les plus importantes constatées au niveau de la perception, des comportements et des points de vue d'individus ou de groupes qui, jusqu'alors, s'étaient affrontés dans le cadre de conflits?

TEMOIGNAGE D'UNE VICTIME DU 28 SEPTEMBRE 2009 EN GUINEE CONAKRY

- *Je suis F.D, guinéenne âgée de 42 ans. Je fais partie des victimes VBG des événements du stade 28 Septembre en 2009. Malgré les efforts des parents et certaines bonnes volontés pour m'aider à me traiter à l'hôpital je ressentais encore des douleurs. C'est dans cet état que j'ai été informé par une autre victime VBG comme de l'existence de cette ONG qui assiste les victimes de VBG qui a aussitôt repris mon traitement dans une clinique. A présent je me sens bien.*
- *Suite donc à une formation en vie associative et en technique de gestion de micro entreprise, je suis actuellement membre d'une coopérative de teinture composée de 10 dix femmes victimes des événements du 28 septembre 2009 mise par l'ONG Association des Victimes Parents et Amis du 28 Septembre 2009 (AVIPA). Je suis heureuse d'être choisie parmi les bénéficiaires sur les quatre-vingts (80) déjà formées depuis 2011. Car le petit revenu que je gagne au sein de groupe m'aide présentement assurer les dépenses des membres de ma famille, du point de vue nourriture, logement, habillement et surtout les frais de scolarité de mes enfants. Cependant nous rencontrons assez difficultés sur le terrain et nous vous demandons de poursuivre votre aide afin renforcer nos actions. Les membre de ma coopérative sont très engagés mais ne disposent pas de moyens pour augmenter la production.*
- *En plus, je souhaite que dieu donne aux généreux donateurs la possibilité d'assister toutes les autres victimes déjà formées dans les filières de teinture, saponification, coiffure... afin qu'elles puissent elles aussi se prendre en charge et subvenir aux besoins de leurs familles respectives. Car beaucoup parmi nous font l'objet d'abandon par leurs mari, et se trouvent être sans le moindre revenu et sont les plus souvent à la*

charge de leurs parents ou proches. Donc je vous remercie et que Dieu paie votre bien fait. .

- Vous êtes vivement encouragés à joindre des documents illustrant les faits – photos légendées, éléments d’information, etc. Le Bureau du MPTF sélectionnera un certain nombre de récits et de photos pour les intégrer au Rapport annuel récapitulatif, au site GATEWAY et à la Lettre d’information du Bureau du MPTF.

Traitement de la « dynamique » du conflit: Exposer le problème spécifique des acteurs de votre récit, ou les défis qu’ils devaient relever.

Faible prise en charge médicale, psychosociale et économique des victimes de VBG des événements de 28 septembre 2009.

Interventions dans le cadre du Projet: Décrire les interventions effectuées dans le cadre du Projet pour répondre au problème ou défi en question. Quel est le « changement » souhaité, et à quel niveau? Donner le plus de détails possible.

Identification, traitement médical, formation en vie associative, gestion de micro, citoyenneté et paix entreprise en vue de favoriser leur réinsertion sociale et économique au sein communautés.

Résultat: Expliquer le *changement* provoqué par les interventions liées au Projet. Par exemple, de quelle manière les relations entre des groupes qui s’affrontaient ont-elles été modifiées? Quel a été le traitement des causes et des moteurs principaux du conflit?

Amélioration des revenus substantiels pour assurer les dépenses alimentaires et scolaires des membres de leurs familles suite au financement des activités génératrices de revenus (activité de teinture).

Enseignements tirés: Qu’est-ce que la réalité vous a appris, à vous et/ou à d’autres partenaires, et de quelle manière cet enseignement a-t-il permis d’éclairer et/ou d’améliorer le Programme ou d’autres interventions?

L’évolution des besoins des victimes. Au démarrage du projet le besoins de cible était la poursuite de soins psychologiques et médicaux. Aujourd’hui les préoccupations sont d’ordre économique. C’est-à-dire mettre en projet d’urgence de relèvement économique des victimes dont la plus part ont déserté leur milieu habituel pour peur de stigmatisation.